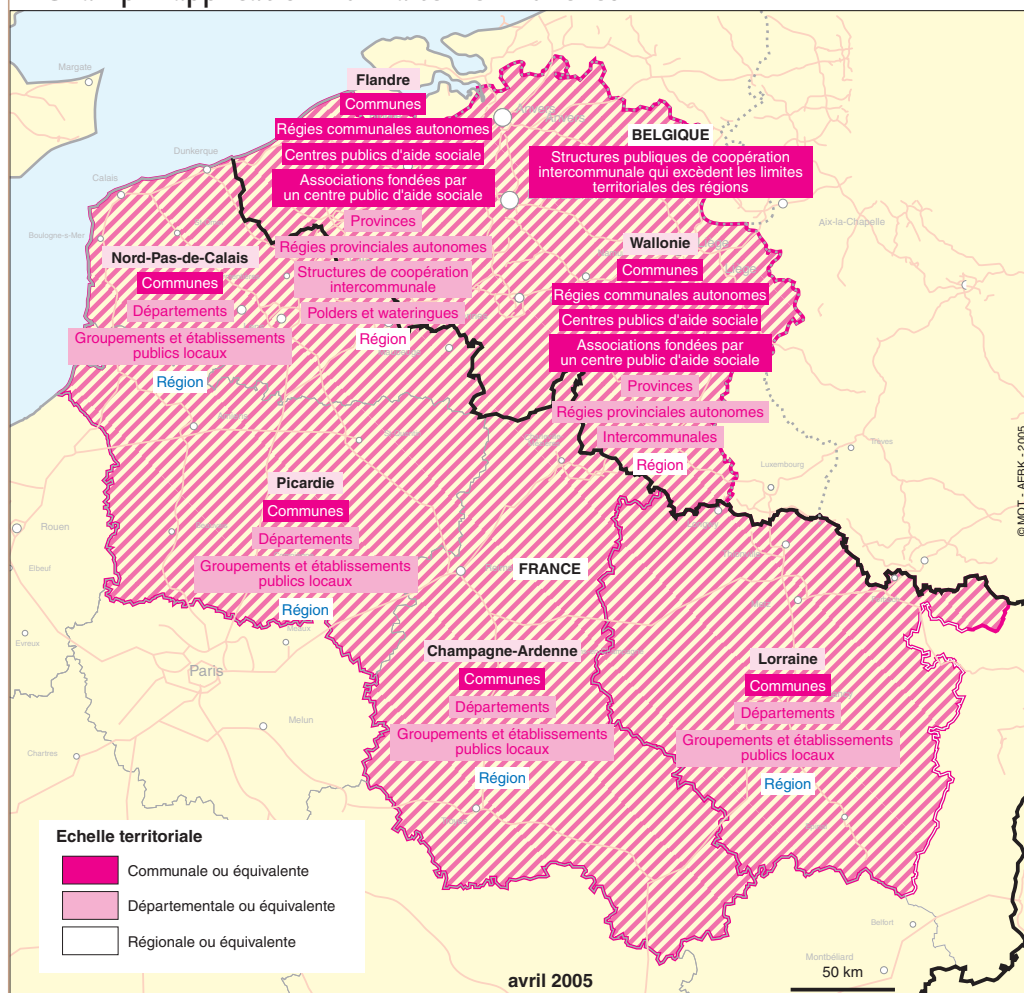


Droit opérationnel transfrontalier

Champ d'application du Traité de Bruxelles



Les gouvernements français et belge mais également les gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et le gouvernement flamand ont négocié et ratifié un accord définissant les modalités de la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux. Signé à Bruxelles le 16 septembre 2002, il est entré en vigueur au 1er juillet 2005.

Cet accord, qui couvre l'ensemble de la frontière franco-belge (Champagne-Ardenne, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais et Picardie, Flandre et Wallonie) s'applique côté français, aux régions, aux départements, aux communes, à leurs groupements et à leurs établissements publics, côté belge aux provinces, aux communes, aux structures de coopération intercommunale flamandes et wallonnes ainsi qu'à certains établissements publics.

L'accord permet également à ses signataires, notamment les communautés et régions belges, d'être parties aux conventions de coopération conclues entre les collectivités locales françaises et belges.

Les collectivités concernées peuvent signer des conventions de coopération. Ces conventions permettent de créer des organismes de coopération dotés ou non de la personnalité juridique. Dans cette seconde hypothèse, deux modalités sont envisagées :

- participation à une structure déjà constituée ou création ex nihilo d'une structure trouvant sa source dans le droit interne, comme, côté belge, les intercommunales flamandes et wallonnes (Intercommunales) et côté français, les GIP, les SEML et les districts européens.

- création d'un groupement local de coopération transfrontalière, selon les mêmes modalités que l'Accord de Karlsruhe. Un premier GLCT a été créé en 2006 (GLCT « Lille, Eurométropole franco-belge »). A noter que l'accord ne prévoit pas de commission intergouvernementale mais confie aux préfets des régions et départements frontaliers, la capacité d'étudier, avec les autorités belges compétentes, toutes questions relatives à la coopération transfrontalière.